

Quel appui financier pour les filières agroalimentaires locales en Afrique de l'Ouest ?

Un état des lieux

Charles Lugiery – 13/09/2021

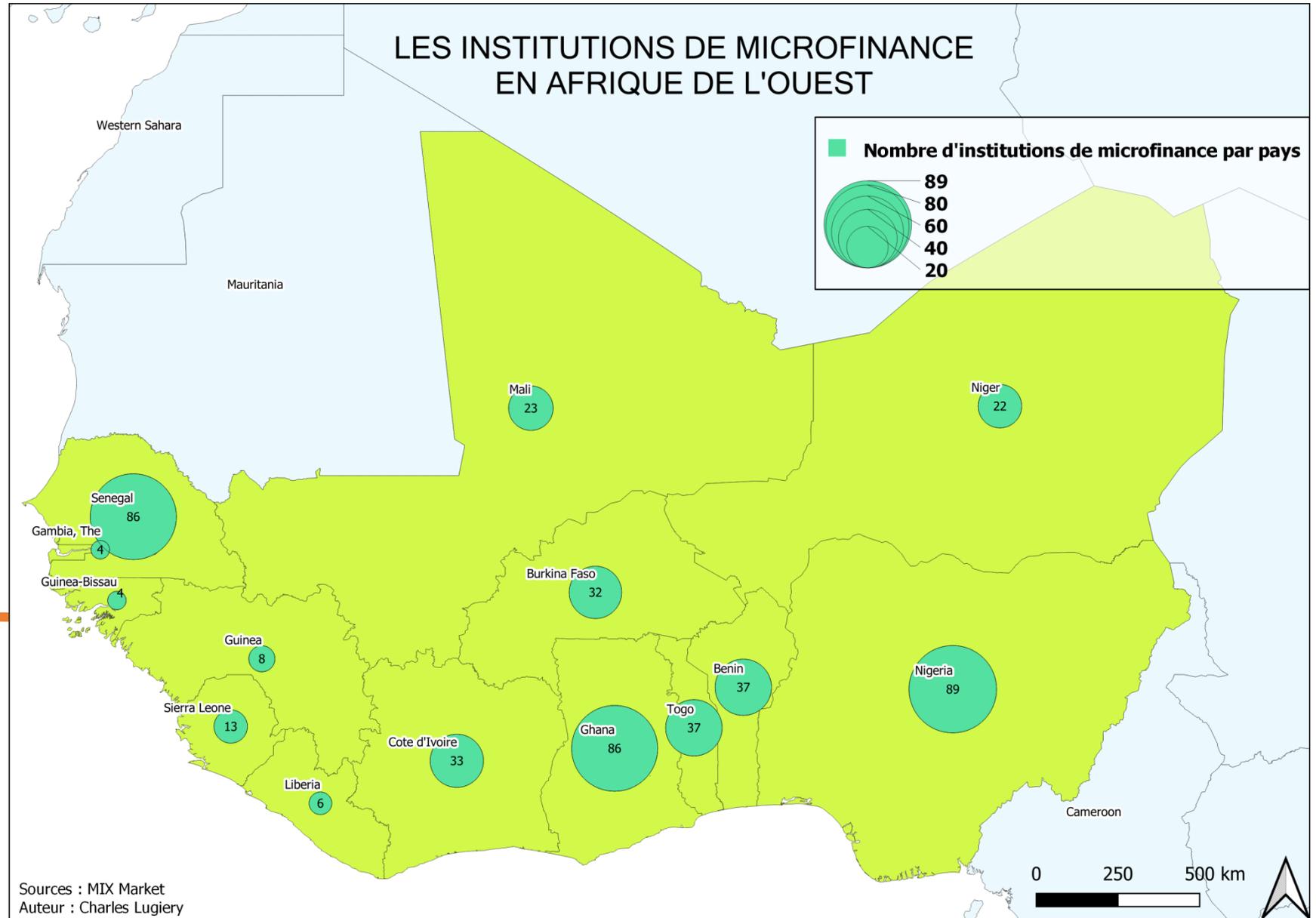
Le système bancaire classique

Taux d'intérêts élevés.

Demande de garanties importantes
(matériel, bâtiment, terrain).

Financement non-rentable : coûts fixes importants, risque trop grand en raison du taux de faillite élevé des TPE et PME en Afrique de l'Ouest.

Les institutions de microfinance

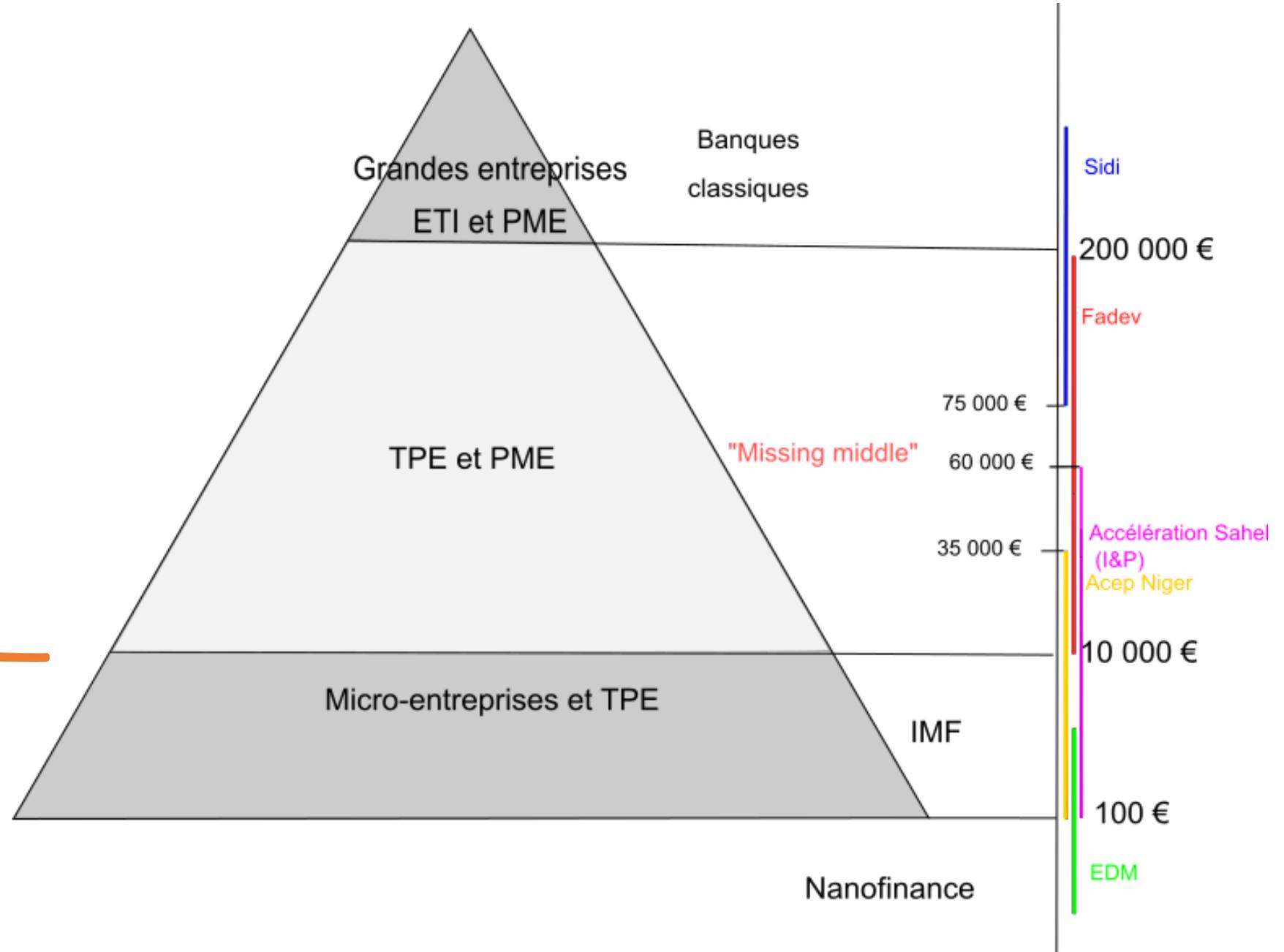


Limites des IMF

Taux d'intérêts parfois plus élevés que les banques commerciales. Parfois au-delà du taux d'usure fixé par l'UEMOA à 24%.

Montants des microcrédits trop bas pour les TPE/PME souhaitant grandir.

Entre la microfinance et les services bancaires classiques : le milieu manquant



Différents
modes
d'intervention
pour les
acteurs de
finance
solidaire

Crédit direct : crédits de campagnes, crédits d'investissement (Sidi, Fadev, Acep Niger, I&P accélération Sahel).

Prise de participation au capital (Sidi, Fadev, I&P).

Soutien indirect par l'intermédiaire des IMF locales : créations d'IMF (EDM), participation au capital (Sidi), prise de garantie (Cofides), finance fléchée (Cofides).

A quel maillon de la chaîne de valeur donner la priorité ?

Difficulté d'intervention auprès des producteurs en raison du risque : faible valeur ajoutée, aléas climatiques.

Difficulté d'intervention auprès des OP : les investisseurs interviennent plus facilement auprès de structures qui ont un statut de SARL, SA, que de société coopérative.

Priorité à la transformation et à la commercialisation : intérêt pour la création de valeur ajoutée et son maintien dans les territoires

Mission sociale : l'appui à la production et au filière agroalimentaires locales, en dépit du manque de rentabilité de ces secteurs, font parti des missions sociales que se fixent les investisseurs solidaires.

Merci pour votre attention
